



## Chapitre A-4

### LOI SUR L'ACQUISITION DE CERTAINES TERRES POUR FINS DE COLONISATION

Acquisition de terres. **1.** Sans abroger ou restreindre les droits et pouvoirs prévus par les articles 24 et 26 de la Loi sur les terres et forêts (chapitre T-9), lorsque l'intérêt de la colonisation l'exige, le gouvernement peut autoriser le ministre de l'agriculture à acquérir tout territoire, soit par voie d'achat ou d'échange et, à défaut d'entente, par voie d'expropriation:

a) Pour développer ou étendre des paroisses ou tout territoire où des colons sont établis;

b) Pour relier deux ou plusieurs territoires où des colons sont établis ainsi que pour coloniser les terres intermédiaires et adjacentes;

c) Pour ouvrir tout territoire, à proximité d'un centre ou d'une paroisse, pouvant immédiatement et avantageusement servir à l'établissement du surplus de population de tel centre ou paroisse;

d) Pour améliorer et assécher certaines terres incultes, improductives, ou terres inutilisées de même nature, possédées en commun ou à titre particulier.

S. R. 1964, c. 103, a. 1; 1973, c. 22, a. 22.

Accords. **2.** Dès que le gouvernement a, en vertu de l'article 1, autorisé le ministre de l'agriculture à acquérir un territoire déterminé, ce dernier doit s'adresser au propriétaire du territoire ou aux personnes autorisées à le céder et faire tels accords et arrangements qui peuvent être convenus avec ces personnes.

Approbation. Ces accords ou arrangements ont leur effet dès qu'ils ont été approuvés par le gouvernement.

Échange. Lorsque l'acquisition du terrain a lieu par voie d'échange, le ministre des terres et forêts est autorisé à passer titre en faveur des intéressés pour le territoire donné en échange de celui obtenu pour fins de colonisation.

S. R. 1964, c. 103, a. 2; 1973, c. 22, a. 22.

Expropriation. **3.** Si aucune entente n'a été conclue en vertu de l'article 2, dans un délai que le ministre juge raisonnable, le gouvernement peut, après avis de quinze jours au propriétaire, autoriser le ministre à

procéder à l'expropriation de tel territoire, partie de terre ou terrain.

S. R. 1964, c. 103, a. 3.

Droit de passage.

**4.** Pour la mise à exécution de la présente loi, le ministre ou les officiers du ministère de l'agriculture qu'il délègue à cette fin, et toutes personnes qui les accompagnent, peuvent entrer, passer et enquêter sur toutes propriétés visées par l'article 1 de la présente loi, mais le propriétaire ou les propriétaires doivent être indemnisés quand des dommages matériels lui ou leur sont causés de ce fait.

S. R. 1964, c. 103, a. 4; 1973, c. 22, a. 22.

Rapport par le ministre;  
dépendances.

**5.** Le ministre doit faire rapport au gouvernement de toute sentence rendue sous l'autorité de la présente loi, et les dépenses encourues pour la mise à exécution de ladite loi sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature, sur le certificat du ministre de l'agriculture.

S. R. 1964, c. 103, a. 5; 1973, c. 22, a. 22.

Expropriation limitée.

**6.** L'expropriation n'inclura en aucun cas les lacs et rivières et les terres bordant les rivières et lacs sur une profondeur de trois chaînes.

S. R. 1964, c. 103, a. 6.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 103 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-4 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



# TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS  
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,  
1977**

**Chapitre 103**

**Chapitre A-4**

LOI DE L'ACQUISITION DE CERTAINES TERRES POUR FINS DE COLONISATION

LOI SUR L'ACQUISITION DE CERTAINES TERRES POUR FINS DE COLONISATION

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 6

1 - 6

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

